

*Pamoja kwa* **Amani**

*ensemble pour la paix*



**balobaki**

FACT-CHECKING



**Augustin KABUYA** [Suivre](#)

**Mise au point émanant du Premier Citoyen de la République Démocratique du Congo, Président de la République et Chef de l'État, Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO.**

COMMUNICATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

RTNC - 22 FEVRIER 2024  
1:28

23:25 • 28 déc. 25 • 85K Vues

## Cette vidéo prétendant montrer la réaction de Félix Tshisekedi aux propos du porte-parole de l'armée congolaise sur les Tutsis date de février 2024

Sur le réseau social X, un utilisateur affirme que le Président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, a réagi aux propos tenus par le porte-parole des Forces armées congolaises, Sylvain Ekenge, au sujet des Tutsis. Après vérification, la vidéo présentée comme une réaction récente est en réalité ancienne: elle date de 2022.

En deux lignes: Après vérification, il apparaît que la vidéo présentée comme une réaction du chef de l'État aux propos de Sylvain Ekenge est en réalité ancienne et n'a aucun lien avec les déclarations récentes du porte-parole de l'armée congolaise sur les Tutsis.

Le 27 Décembre 2025, lors d'une émission spéciale diffusée sur la Radio Télévision Nationale Congolaise (RTNC), le général Sylvain Ekenge, a tenu des propos qualifiant la communauté tutsie de perfidie. Ces déclarations ont suscité une vive indignation et ont été condamnées par des acteurs [politiques nationaux et internationaux](#), conduisant à [la suspension du général par l'état-major des FARDC](#).

[Cette publication](#) postée par [Augustin Kabuya](#), secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), parti au pouvoir, a connu une large diffusion sur le réseau social X, cumulant plus de 84.9k de vues, partagée également [ici](#) et [là](#).

### CITATION

« Mise au point émanant du Premier Citoyen de la République Démocratique du Congo, Président de la République et Chef de l'État, Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO»

### LES FAITS

Nous avons entamé notre vérification par une analyse attentive de la vidéo mise en cause. Un premier élément a retenu notre attention: la date affichée à l'écran, le 22 février 2024. Or, les propos de Sylvain Ekenge remontent au 27 décembre 2025. Si une réaction du Président de la RDC avait effectivement eu lieu, elle aurait logiquement été postérieure à cette date.

Poursuivant nos recherches, nous avons effectué une requête sur YouTube à partir des mots-clés : « un briefing presse spécial du 22 février 2024 ». Cette démarche nous a permis de retrouver [la vidéo complète mise en ligne le 23 février 2024](#). Dans cet extrait, le Président Félix Tshisekedi répond à une question du journaliste

[Marcel Ngoyi](#) sur la manière de déconstruire ce qu'il qualifie de «prétexte rwandais» concernant les Banyamulenge congolais .

À partir de la 28ème minute et 20 secondes, Félix Tshisekedi affirme notamment être le premier Président congolais à avoir déclaré publiquement que les Banyamulenge et Tutsi sont des compatriotes :

« il y a des Banyamulenge qui sont morts pour ce pays sous le drapeau. J'en ai assez de ces discours qui discriminent cette population et qui donnent ainsi une occasion à des régimes barbares comme celui du Rwanda de nous envahir. Tant que je serai président de ce pays, aucune ethnie ne sera discriminée.»

Au 4 janvier 2026, [la seule réaction](#) officielle de Félix Tshisekedi aux propos tenus par Sylvain Ekenge date du 2 janvier 2026, lors du conseil des ministres. Le chef de l'Etat congolais y a désapprouvé les propos du porte-parole des FARDC, les qualifiant "d'incompatibles avec les valeurs républicaines et la cohésion nationale." Il a également salué les mesures disciplinaires prises à son encontre, notamment sa suspension de ses fonctions de porte-parole des Forces armées de la République démocratique du Congo.

Quid des discours de haine en RDC?

[Les articles 12 et 13 de la constitution congolaise](#) stipulent que tous les citoyens sont égaux devant la loi et qu'aucun ne peut faire l'objet de discrimination fondée notamment sur la race ou l'origine.

Par ailleurs, l'ordonnance-loi n°66-342 du 07 juin 1966 érige le tribalisme en infraction pénale. Son article premier prévoit que « quiconque aura, par paroles, gestes, écrits, images ou emblèmes, ou par tout autre moyen, manifesté de l'aversion ou de la haine raciale, ethnique, tribale ou régionale, ou aura commis un acte de nature à provoquer cette aversion ou cette haine, sera puni d'un mois à deux ans de servitude pénale et/ou d'une amende ».

De nombreux analystes estiment que ce type de propos revient à réduire "une communauté entière à des traits de perfidie et de manipulation biologique", contribuant ainsi à la déshumanisation des individus, explique un analyste politique congolais.

De son côté, [Fred Bauma](#) de l'institut congolais de recherche [Ebuteli](#), souligne que ce discours n'est pas inédit. "Le narratif du général Ekenge n'est pas nouveau. Il a déjà été entendu dans certains cercles à Kinshasa à l'encontre des populations de l'Est notamment autour de l'idée selon laquelle elles auraient "vendu leurs terres à cause des femmes". C'est extrêmement grave et cela menace l'unité nationale et le vivre ensemble" affirme-t-il.

En conclusion, la vidéo de Felix Tshisekedi présentée comme une réaction aux propos de Sylvain Ekenge est sortie de son contexte. Elle date de 2024 et n'a aucun lien avec les déclarations récentes du porte-parole de l'armée congolaise.

SEMAINE DU VENDREDI 09 JANVIER 2026



Erwan-Saint'S Le Révérend  
@Erwan\_reverend

Suivre ...

Les #Rwandais ne seront jamais nos frères, mais nos ennemis jurés.

Fin X

## La promotion de la paix et de la cohésion sociale demeure une responsabilité collective, même en période de conflit

Dans un climat de tension croissante entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda, alimenté par des accusations persistantes à l'encontre de Kigali concernant son soutien présumé à l'AFC/M23, les discours de haine se multiplient sur les réseaux sociaux.

C'est dans ce contexte particulièrement tendu qu'un internaute congolais a publié le message suivant : « Les Rwandais ne seront jamais nos frères, mais nos ennemis jurés. »

CITATION

«Les #Rwandais ne seront jamais nos frères,mais nos ennemis jurés.»

LES FAITS

Une telle affirmation ne favorise en rien le vivre ensemble ni la cohésion sociale. La Déclaration universelle des droits de l'homme et des peuples reconnaît à toute personne la jouissance de ses droits et libertés sans aucune discrimination, notamment fondée sur la race, l'éthnie, le sexe, la langue et la religion. Témoignant d'une époque marquée par une cohabitation pacifique, Christelle Baraka, habitante de la ville de Goma, rappelle :

«Je suis née à Goma dans les années 1970. À l'époque, de nombreux rwandais venaient étudier au Congo, et j'ai partagé les bancs de l'école avec plusieurs d'entre eux . Nous traversons presque chaque semaine la frontière pour nous rendre au marché de Gisenyi et les rwandais faisaient de même pour acheter des produits agricoles en RDC. Les mariages mixtes n'étaient pas rares. On ne se demandait pas qui était congolais ou rwandais : nous étions simplement voisins.» Selon elle, les congolais et les rwandais ont cohabité pendant des décennies de manière pacifique, avant que les tensions politiques et sécuritaires ne viennent altérer ces relations.

Par ailleurs, l'ouvrage "War and peace in Africa's great lakes region" souligne que les divisions actuelles dans la région sont en grande partie le résultat de stratégies politiques, militaires et économiques menées par des élites, et non l'expression d'une hostilité intrinsèque entre les peuples.

En République démocratique du Congo, la haine tribale est sévèrement réprimée par la loi. [L'ordonnance-loi n°66-342 du 7 juin 1966](#) prévoit des sanctions à l'encontre des auteurs d'actes, de paroles, de gestes, d'écrits,d'images ou d'emblèmes incitant à la haine.

SEMAINE DU VENDREDI 09 JANVIER 2026



Pamoja kwa ajili ya  
**Amani**  
ensemble pour la paix



## Non, cette vidéo ne montre pas une manifestation de bienvenue aux rebelles de l'AFC-M23 à Kalemie: elle a été filmée au Kenya

En deux lignes : La vidéo prétendant montrer une manifestation de bienvenue aux rebelles du M23 à Kalemie provient du Kenya.

La ville stratégique d'Uvira, au Sud-Kivu, a été prise le 10 décembre 2025 par les rebelles de l'AFC-M23. Selon Human Rights Watch, plusieurs explosions ont été enregistrées lors de l'entrée des rebelles dans la ville , faisant au moins 36 morts, dont des civils.

CITATION

“ La population de Kalemie exprime déjà son souhait de bienvenue au M23-MRDP dans la province du Katanga ” ([publication archivée ici](#))

LES FAITS

Nous avons émis des doutes sur cette allégation, [aucun résultat n'ayant été trouvé sur Google](#) avec les mots-clés « Kalemie, population, bienvenue, M23 ». Nous avons également contacté Wilodja Frédéric, président provincial de la Nouvelle Dynamique de la Société Civile Congolaise (NDSCI ) du Tanganyika qui nous a déclaré : « non, il n'y a eu aucune manifestation à ce sujet ».

Par ailleurs, [une recherche d'image inversée](#) nous a permis de retrouver un [article](#) présentant [des images similaires](#). La manifestation remonte en réalité à octobre 2025, au Kenya.

En conclusion , la vidéo prétendant montrer une manifestation des habitants de Kalemie souhaitant la bienvenue aux rebelles de l'AFC-M23 dans cette ville de la province du Tanganyika a en fait été filmée à Nairobi, au Kenya, en octobre 2025.

SEMAINE DU VENDREDI 09 JANVIER 2026



## Cette vidéo ne montre pas des mercenaires en RDC, mais des agents de la patrouille frontalière à Chicago

Une vidéo diffusée sur Facebook prétend montrer des mercenaires au service du Président congolais Félix Tshisekedi. En réalité, les images ont été tournées à Chicago, aux États-Unis, et ne sont pas liées à la situation politique en République démocratique du Congo.

En deux lignes: La vidéo ne montre pas des mercenaires congolais, mais une intervention de la police de l'immigration à Chicago, aux États-Unis, lors de la poursuite d'un migrant en situation irrégulière.

Cette publication intervient alors que [des rumeurs circulent sur les réseaux sociaux](#), affirmant que le gouvernement congolais aurait fait appel à des mercenaires de l'entreprise américaine Blackwater pour assurer la sécurité des sites miniers en RDC.

[La publication](#) que nous vérifions a reçu plus de 47 000 likes et a été partagée près de 252 fois sur le réseau social Facebook.

CITATION

«Les mercenaires de Tshilombo zéro sur zéro»

LES FAITS

Pour vérifier cette information, nous avons eu recours à l'outil de recherche d'images inversées Google Lens. Cet outil nous a permis de constater que des médias crédibles, tels que [BFM TV](#), avaient déjà publié cette information le 1er octobre 2025.

Un autre article rapportait également le déploiement par le gouverneur du Missouri de la Garde nationale afin d'appuyer les opérations de l'ICE. Dans cet article l'image examinée apparaît accompagnée de la légende suivante : ["Des agents de la patrouille frontalière poursuivent un cycliste à Chicago, le dimanche 30 septembre. Avec l'aimable autorisation de CNN."](#)

En résumé, cette vidéo est sortie de son contexte. Elle montre en réalité la garde nationale américaine, et non des mercenaires engagés par le gouvernement congolais.

**SEMAINE DU VENDREDI 09 JANVIER 2026**



## Une photo manipulée prétend montrer une alliance entre Moïse Katumbi et Corneille Nangaa

Une vidéo en ligne sur YouTube affirme que Moïse Katumbi rejoint officiellement les rebelles de l'AFC/M23, en s'appuyant sur un rapport de l'ONU daté du 3 juillet 2025. Cependant, cette affirmation est fausse. L'image utilisée pour illustrer est truquée. Son originale montre en réalité Moïse Katumbi et Cherubin Okende, ancien ministre congolais de transport décédé en 2023. Le visage de ce dernier a été remplacé par celui de Corneille Nangaa pour faire croire une alliance entre les deux hommes.

En deux lignes: Moïse Katumbi n'a pas rejoint la rébellion de l'AFC/M23. La photo diffusée est une image truquée, réalisée à partir d'un cliché original de Moïse Katumbi et Chérubin Okende.

D'après [un rapport d'experts des Nations unies](#), Joseph Kabila, Moïse Katumbi et John Numbi figurent parmi les personnalités citées pour avoir eu des contacts avec la rébellion de l'AFC/M23. Le document, rendu public le 3 juillet 2025, fait état de rencontres discrètes entre ces figures politiques et Corneille Nangaa, tenues à Kigali et à Kampala mais il n'y a rien d'officiel.

### CITATION

“ Moïse Katumbi REJOINT la RÉBELLION de l'AFC/M23, Document Rapport des experts des Nations Unies ”

### LES FAITS

[La vidéo](#) est en ligne depuis le 20 août 2025 contient des images authentiques de [la rencontre](#) entre le vice-premier ministre de l'Intérieur, Jacqueline Shabani, et les responsables du parti Ensemble pour la République, tenue le 19 août 2025 à Kinshasa. Toutefois, la photo utilisée en couverture a été manipulée. [Une recherche inversée sur Google Image renvoie à la photo originale, publiée le 13 juillet 2025](#) sur le compte X de Moïse Katumbi, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Chérubin Okende qui fut un cadre au sein du parti politique de Moïse Katumbi.

Sur la photo originale, Moïse Katumbi apparaît vêtu d'un t-shirt portant le logo « MK ». Dans la version manipulée, ce logo a été remplacé par celui de l'AFC, tandis que le visage de Chérubin Okende a été substitué à celui de Corneille Nangaa, pour faire croire à une proximité entre les deux hommes.

En conclusion, Moïse Katumbi n'a pas rejoint la rébellion de l'AFC/M23 : la photo diffusée est truquée, réalisée à partir d'un cliché original de Moïse Katumbi et Chérubin Okende



Publication de MONDE DA MA Ponche

Butembo Ewethu  
MONDE DA MA Ponche · Contributrice(s) star · 1 octobre, 15:36 ·

kabila est à butembo alerte

## Aucune preuve ne confirme que Joseph Kabilé se trouve à Butembo

En République démocratique du Congo, un internaute a affirmé sur Facebook que l'ancien chef de l'Etat Joseph Kabila se trouvait à Butembo, dans l'Est de la RDC . Après vérification, ni les recherches en ligne ni le communicateur du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) section Butembo , n'ont confirmé cette information.

En deux lignes : il n'existe aucune preuve permettant de confirmer que Joseph Kabila se trouve à Butembo.

Alors qu'il a déjà été condamné à mort, l'ancien président de la RDC a, en collaboration avec certaines leaders de l'opposition, lancé un nouveau mouvement politique « Sauvons la RDC ». A leur retour en RDC, les opposants ont été interrogés par les services de sécurité sur les raisons de leur voyage à Nairobi, où le mouvement a été créé. Seth Kikuni a été brièvement interpellé avant d'être relâché .

CITATION

«Kabila est à butembo alerte » ([publication archivée](#))

LES FAITS

Nous avons remis en question l'arrivée de Joseph Kabila à Butembo, car aucune information n'a été trouvée en ligne en utilisant les mots clés « [Joseph Kabila, arrivée, Butembo, octobre 2025](#) ». Une recherche plus large sur ses apparitions en octobre 2025, avec les mots clés « [Joseph Kabila, octobre 2025](#) » n'a également donné [aucun résultat confirmant sa présence dans la ville](#).

Pour vérifier l'information, nous avons contacté Stong Kagheni, communicateur du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) section de Butembo. Dans une conversation , il a indiqué « Je n'ai pas cette information. Le temps nous dira la suite ».

En conclusion, l'affirmation selon laquelle « kabila est à butembo alerte » reste infondée . Aucune preuve ne vient la confirmer.



**DES  
SOLUTIONS  
INNOVANTES SUR  
**WHATAPP**  
POUR LUTTER CONTRE  
LES DISCOURS DE HAINE  
ET LA DÉSINFORMATION  
**DANS L'EST  
DE LA RD CONGO****



Pamoja kwa ajili ya  
**Amani**  
ensemble pour la paix

Ces articles de vérification des faits sont rédigés dans le cadre du projet :  
**« Balobaki Check : des solutions innovantes sur WhatsApp pour lutter contre les discours de haine et la désinformation dans l'est de la RD Congo »**  
avec le soutien technique d'Internews et le soutien financier de l'Union européenne.

Son contenu relève de la seule responsabilité de BALOBAKI CHECK et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position d'internews et de l'Union européenne.



balobakicheck@gmail.com, redaction@balobakicheck.com



BALOBAKI CHECK



+243 859167887



[www.balobakicheck.com](http://www.balobakicheck.com)



Funded by  
the European Union



Internews  
Europe